Dans certaines communes de Kirundo, les tueries continuent


Avant de se rendre dans ces communes pour y lancer son message de pacification, le gouverneur lui a donné l'ordre de faire le tour d'honneur de l'ensemble de la sécurité dans la province. Il a parlé de la création d'un comité provincial de crise qui est composé de fonctionnaires, des membres de confessions religieuses et des militaires.

Pour chaque commune, on a désigné deux personnes qui occupent la sécurité.

Seules trois communes ont des administrateurs : Kirundo, Vumbi et Ngia ; celui de Busoni est mort. Les autres administrateurs sont en exil. La commune de Bugabira est presque déserte. Les Hutu sont en exil au Rwanda et les Tutsi se sont réfugiés au centre commercial.

A Bwambarangwe, l'administrateur, avant de partir au Rwanda, aurait réuni les chefs de zones pour leur donner l'ordre d'exécuter les Hutu à massacer les Tutsi.

A part les communes Ngia et Kirundo tous les administrateurs de Kirundo sont en exil.

Dans les écoles, il n'y a pas eu de débordements à part que certains élèves ont fusé vers le sud.

Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, président a.i. du FRODEBU et ministre des Relations Extérieures et de la Coopération

Suite de l'article paru dans Le Renouveau n° 4230

Après l'ouverture du président a.i. du FRODEBU, M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, les interventions se sont dirigées vers la part du FRODEBU dans la gestion du pays en ce moment de crise ainsi que la question de la sécurité notamment l'intervention des Forces Armées dans le rétablissement de la paix sur les collines.

Concernant la part du FRODEBU dans la gestion du pays en ce moment de crise, M. NTIBANTUNGANYA, a précisé que son parti a eu des difficultés de gérer le pays au moment de l'apartheid comme les putschistes, outre l'assassinat du chef de l'état, Son Excellence Melchior Ndadaye, ils venaient de décapiter le chef du parti FRODEBU. Qui n'aurait et qui ne se serait pas caché si les putschistes ne trouvaient pas le responsable du FRODEBU recherché, ils s'en prenaient à son épouse, a-t-il dit. Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix dans le pays, il a dit.

Les États-Unis et l'embargo contre Cuba

Ils veulent forcer M. Castro à respecter les droits de l'homme
"Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

Suite de la première page

Suite de la première page

Le parti FRODEBU a néanmoins des énergies suffisantes afin d'apporter des solutions apparentement introuvables. Je ne voudrais pas pour l'instant, a-t-il poursuivi, convoquer les responsables du FRODEBU sur le terrain, alors que le terrain n'est pas encore sécurisé. Le cas de l'administrateur de Makebuko assassiné est la preuve. Mais, selon M. Nibantunganya, cela n'a pas empêché des messages de pacification par nos militants. Mais l'on ne voudrait pas perdre dans l'œil; nous avons suffisamment opéré dans la clandestinité, a-t-il précisé.

Dans une tentative de solution dans cette crise ethnique, quelqu'un a proposé le fédéralisme ethnique. Les Hutu d'un côté et les Tutsi de l'autre.

Le président a.i. du FRODEBU a dit qu'il n'avait pas la compétence de répondre à cette question. Mais à son avis il n'est pas impossible que les Hutu et Tutsi cohabitent. Si par exemple, a-t-il indiqué, lui cohabite avec les Tutsi, pourquoi ne pas l'étendre au niveau national. Si les Bahutu et les Batutsi avaient toujours visé des massacres répétés, une ethnique aurait déjà eu le dessus sur l'autre. Il y aurait même des guerres interminables.

Concernant la sanction des coupables, le président a.i. du FRODEBU a précisé qu'il faudrait déjà que l'appareil judiciaire soit en marche. Malheureusement, a-t-il ajouté, l'implication, qu'il est bloqué. Le gouvernement, a-t-il dit, n'a pas à donner des instructions. Il a tenté à souligner que normalement cette commission d'enquête n'était pas nécessaire.

La question de la sécurité a ensuite occupé longuement l'audience en ce qui concerne l'attitude des Forces Armées dans la crise. M. Nibantunganya n'a pas mâché ses mots. L'armée, a-t-il souligné, n'inspire plus confiance à la population. S'il en est ainsi, il faudrait que cette armée change dans sa mission, sa conception et son organisation.

Qui aurait vu une unité militaire défendre le Chef de l'Etat assassiné? Qui aurait entendu des unités désapprouver l'assassinat du Chef de l'Etat, a-t-il demandé. Nous sommes face à une armée, a-t-il précisé, ou l'homme de troupe fait la loi. Il a insisté que les choses doivent changer face à une catégorisation à outrance avec une tendance à la "somatisation".

D'autres questions ont été soulevées notamment la question de sécurité le jour des funérailles du Chef de l'Etat. Le danger est à chercher ailleurs, a souligné le président a.i. du FRODEBU, car l'on devra réserver l'honneur et la dignité nécessaire pour rendre le dernier hommage au premier Président du Burundi élu démocratiquement et assassiné.

Le quotidien burundais "L'information" Mardi 16 Novembre 1993

Page 3
Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Président a.i. du FRODEBU

"Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

Le ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA a donné une conférence de presse en tant que président a.i. du parti Sahwanya-FRODEBU au Club des Vracarœus.

Selon le ministre, il s'agit de voir comment le Burundi peut sortir aujourd'hui du drame qui l'accable et se remettre sur la voie de la démocratie, des droits et libertés qui doivent être reconnus à tous et à chacun peu importe leurs origines ethnique ou politique.

Trois points ont été développés :
- Quelle évolution observera-t-on sur le terrain quant au rétablissement de l'ordre, de la sécurité et de la paix à travers le pays et comment les forces nationales partisanes du droit et de la liberté devraient-elles davantage s'investir dans des actions destinées à consolider la paix.

M. NTIBANTUNGANYA s'est d'abord refusé au schéma suivant: assassination du Président Ndadaye qui a entraîné le génocide des tusis par les bahutu. Réaction ensuite de l'armée, essentiellement tusi qui est revenue à la charge retranchée dans sa mission de

Entretien avec M. Adrien Sibomana, député du groupe UPRONA
"Il faut la neutralité des responsables sur le terrain pour inspirer confiance à la population"

Faire un examen de conscience, oublier l'appartenance aux partis politiques et aux ethnies, se surpasser, essayer de se dépasser et regarder en avant, ne pas accepter que la déchéance de la nation se poursuive, faire un effort pour sauver ce qui reste à sauver tout en se mettant ensemble, dans un climat judiciaire des vrais Basingantane. Tel est le bref message que M. Adrien Sibomana, député UPRONA en province Muramvya et Premier Ministre sous le régime Buyoya a lancé à la nation, après avoir circulé dans sa circonscription électorale et observé les écoutes déjâtes causés par la crise politique du mois d'octobre.

Amnesty International demande au Sommet Francophone de mettre un terme à l'impunité

Lire en page 10

Les débouchés commerciaux dans l'ex-URSS

Lire en page 4
"Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

Suite de la première page

rétablissement de l'ordre mais en fait mure par un sentiment primitif et vengeur.

Aux yeux du parti Sahwanya-FRODEBU, a-t-il dit, une telle schématisation cache mal son but: présenter une partie de la population comme étant l'unique responsable. Ce qu'il faut reconnaître, a-t-il poursuivi, c'est que l’engrenage de la violence a pris des contours différents d'une région à une autre. C'est ainsi par exemple, a-t-il dit, que si à Ruyigi ou à Gitega des éléments militaires et civils d'origine ethnique touti ont vite fait de prolonger l'acte ignoble d'assassinat du Président de la République par une élimination systématique des cadres du FRODEBU ou autres cadres administratifs ou commerçants d'origine hutu, dans certaines communes du pays, a-t-il ajouté, on a vu des groupes ethiquement composés de hutu vire parfois venger la mort du Président Ndadaye en assassinant gratuitement leurs concitoyens d'origine touzi.

Comment gérer alors la situation actuelle?

Ou bien le concours humain et des actions politiques qui doivent être entrepris, a-t-il indiqué, M. Sylvestre Ntibantunganya a donné des propositions du parti Sahwanya-FRODEBU de la gestion ponctuelle de la crise en faisant connaître sa position sur les conditions immédiates qu'il faudrait réunir pour rafraîchir la confiance entre les différentes composantes de la population: tout citoyen burundais, étrés réellement de paix, adhérant aux principes de la démocratie et partageant des droits et libertés de la personne humaine doit condamner sans équivoque l'ignoble assassinat du Président de la République et de nombre de ses collaborateurs.

Devant les généraisons burundaises présentes et à venir, mais aussi devant toute la communauté humaine, les auteurs et commanditaires du coup d'État sanglant du 21 octobre 1993 doivent porter la responsabilité première des drames que vit le Burundi.

En conséquence, a dit le président du parti, Sahwanya-FRODEBU recommande au Gouvernement de mener rapidement une action visant à les faire poursuivre partout où ils pourraient tenir de se risquer car ils ont commis de véritables crimes contre l'humanité.

A cet effet, a-t-il poursuivi, il est impératif que le Gouvernement introduise rapidement auprès des instances internationales habilitées, une requête pour la constitution d'une commission internationale d'enquête qui interrogerait d'autres devrait aboutir à l'identification de ces criminels qu'il faudrait traquer sans répit.

Si l'on peut comprendre, a précisé le président du parti, le chagrin, la peine et la désolation que la mort du Président Ndadaye tant aimé des millions de Burundais, l'on ne peut néanmoins cautionner les tueurs qui ont suivi cet assassinat prétendument pour venger la mort du Président Ndadaye.

Il faudra dès lors, a-t-il dit, que tous ceux qui se sont rendus coupables d'une manière ou d'une autre des tueurs qui énervant notre pays soient poursuivis suivant les lois et règlements burundais.

Dans de nombreux cas

l'envernement et la dérive meurtrière qu'on a observées au sein de la population, a indiqué le président du parti, ont été la conséquence d'un comportement des éléments de l'armée qui au lieu de s'atteler au rétablissement de l'ordre et à favoriser la sécurité pour tous, a-t-il dit, se sont révélés être de véritables obstacles à la paix.

Le FRODEBU, a-t-il poursuivi, réitère sa recommandation que toutes les forces militaires évoluant à la campagne sans réquisition expres se et collaboration avec l'administration soient retirées.

Recommandations

Pour que cette recommandation soit effective, l'administration est appelée à se manifester, a-t-il indiqué et à reprendre fermement en main l'encadrement des circonscriptions territoriales du pays, de la colline de reconquête à la province, en passant par la zone et la commune.

Néanmoins, a-t-il dit, tout le monde se rend compte que cette administration ne peut de nouveau être active que si sa sécurité est garantie.

Et pour conserver la sécurité, le président du parti a proposé que des comités locaux de sécurité soient constitués où se côtoient des bassin-ganterie issus de toutes ethnies.

Compte tenu de la situation grave qui règne dans les écoles, le président du parti recommande au Gouvernement de fermer toutes les écoles et d'analyser les possibilités de mettre en place d'efficaces forces dans des actions de reconstructions du pays dans les différentes circonscriptions communales dont ils sont originaires.

Suite en page 3
Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, président a.i. du FRODEBU

"Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

Suite de la page 2

Ces élèves pourraient être mis à profit dans l'organisation de la distribution de l'aide humanitaire.

Au-delà de toutes ces recommandations adressées au Gouvernement, a-t-il poursuivi le parti Sahwanya-FRODEBU, qui a gagné les élections joui d'une large audience de la population burundaise et joue aussi un rôle prépondérant dans le rétablissement de la sécurité, l'ordre et de la confiance.

C'est ainsi que le président du FRODEBU demande aux militants ce qui suit:

- Vaincre la peine que le président du parti partage avec eux, lui qui a perdu au cours de cette grave épreuve nationale, a-t-il précisé, des amis et compagnons politiques mais aussi, a-t-il poursuivi l'être le plus cher de sa vie, son épouse.

- Réanimer activement les structures et organes du parti pour qu'ils soient un instrument aussi efficace dans le rétablissement de la paix, de la sécurité sur toutes les collines. Les membres du parti doivent savoir s'assurer une sécurité collective qu'ils doivent partager avec les autres citoyens de leurs territoires.

- S'associer avec les hommes de bonne volonté pour barrer la route à tous ceux qui par des voies violentes cherchent à usurper la victoire du parti, celle d'une véritable démocratie sûre et rassurante.

- S'opposer et paralyser les courants centrifuges et anti-démocratiques qui ont fait tant plébisciter le peuple dans la marche vers la démocratie.

Perspectives politiques pour asseoir une véritable démocratie

Le président du FRODEBU a révélé son désaccord sur les procédures de la Cour Constitutionnelle. Alors que le Gouvernement n'avait saisi la Cour, a-t-il indiqué, que sur le point précis, celui relatif à la constitution de la vacance au poste de Président de la République, les membres de cette Cour sont allés très loin, a-t-il dit, en statuant "ultra petit" notamment en ce qui concerne l'organe chargé d'assurer l'intérim du Président de la République.

Outre ce vice de forme judiciaire, a-t-il dit, le juge ne se prononce que sur les présentations lui soumises par les parties. L'arrêt comporte une extra-vagance politique qui peut compliquer le processus de stabilisation de la situation qui devrait être recherché en vue de bien préparer les élections présidentielles qui feront retourner le pays aux institutions normales.

Soucieux de favoriser un climat de paix dans le respect strict de la légalité constitutionnelle, le FRODEBU a dû choisir de ne pas procéder à une défense dans la Cour Constitutionnelle.

La constitution rapide d'une force recrutée sur des bases nationales destinées à protéger les institutions démocratiques et les personnalités politiques capables de dissuader et de faire face en cas de besoin, a-t-il dit, à toutes aventures putchistes.

La définition et l'exécution d'une politique nationale de défense qui combine la mise à profit des disponibilités populaires et l'édition d'une véritable armée nationale, a-t-il ajouté, qui recrute dans toutes les ethnies, dans toutes les régions et dans tous les clans. Cette armée, a-t-il poursuivi, devra être éduquée dans l'esprit et la culture démocratique qui doivent inéfutablement triompher dans la gestion du Burundi.

Enfin, le président du parti a proposé certaines actions de politique intérieure:

Le soutien d'une force internationale de protection des institutions démocratiques et des personnalités politiques.